

INTERVENTION GROUPE CGT ACTUALITE SOCIALE SEANCE PLENIERE 13 DECEMBRE 2018

Le Président de la République, après plusieurs semaines de colère sociale que le gouvernement n'a voulu ni voir, ni entendre, et après des mois de mépris envers les avertissements lancés par la CGT, vient d'annoncer des maigres mesures, essentiellement financées par la baisse des cotisations sociales, donc par le vol du salaire socialisé, pour tenter d'apaiser la situation. Ces annonces ne sont celles attendues par la population, pas plus que les coups de flash ball ou de gaz lacrymogène. Notons que ces derniers jours, un degré supplémentaire a été franchi dans l'usage de la violence, en ordonnant une répression insensée des manifestations lycéennes.

Puisque sont d'actualité des discussions sur ce qu'il convient de qualifier ou pas de violence, parlons-en, mais sans faire d'impasse sur celle qui est source de toutes les autres : la violence sociale. D'un côté, suppression de l'ISF et vote de 40 milliards de CICE pour 2019, de l'autre côté, 9 millions de pauvres, 4 millions de ménages en situation de précarité énergétique et moins d'un chômeur sur deux indemnisé. D'un côté, la France, 5^{ème} pays producteur de richesses dans le monde et 3ème en niveau de reversement de dividendes aux actionnaires grâce à la valeur produite par les salariés, de l'autre côté, ces mêmes salariés qui voient leur salaire augmenter d'un ridicule 0,1 % en 2017. D'un côté, un Etat et des collectivités locales qui consacrent 230 milliards d'euros par an d'aides et d'exonérations fiscales et sociales sans aucun contrôle ou contreparties, auxquelles s'ajoutent les 80 milliards d'euros de fraude et évation fiscales annuels, de l'autre côté un budget en berne de seulement 52 milliards d'euros pour l'éducation nationale.

Cette politique gouvernementale a pour effet, au niveau des entreprises, de générer là aussi une grande rigueur et austérité patronales : refus d'engager loyalement les négociations salariales et de discuter des grilles de rémunération et politique de quasi gel salarial.

La mobilisation des gilets jaunes s'inscrit dans ce contexte. La réaction populaire à cette politique de classe menée par le gouvernement ne constitue une incompréhension et une surprise que pour ceux qui en sont ses principaux bénéficiaires.

En ayant basé son fonds de commerce électoral sur l'absence de légitimité des organisations

syndicales, politiques ou associatives, en considérant, dans la pure tradition libérale, que la société ne serait qu'une addition d'individus atomisés et guidés par leur seuls intérêts particuliers, M. Macron se retrouve aujourd'hui dans la position de l'arroseur arrosé.

Malgré le contexte, le président de la République continue à balayer d'un revers de la main toute ouverture de négociations gouvernementales et patronales s'agissant de l'augmentation immédiate du pouvoir d'achat, tout en continuant à instrumentaliser les enjeux environnementaux. Les annonces ne répondent nullement aux urgences sociales et pas plus à l'urgence environnementale. Il y a urgence à acter l'augmentation le SMIC à 1800 euros, des salaires, des pensions, des minima sociaux, le dégel du point d'indice des fonctionnaires. Urgence à instaurer une réelle justice fiscale qui fasse contribuer les plus riches, à développer des politiques publiques de transport et logement qui répondent aux besoins de la population.

La CGT est consciente de ses propres responsabilités : elle refuse de s'associer aux forces d'extrême droite et aux forces patronales parfois présentes parmi les gilets jaunes. Nous soutiendrons par contre toutes les revendications allant dans le bon sens, dont certaines sont de plus en plus fortement exprimées par les gilets jaunes : par exemple l'augmentation du SMIC et des salaires, mesures de justices fiscales par baisse de la TVA et rétablissement de l'ISF, l'augmentation des pensions de retraites, ou le renforcement de la protection sociale. Et non, comme annoncé lundi par E. Macron, des augmentations artificielles de pouvoir d'achat en jouant sur la prime d'activité, financée par l'impôt, et par la défiscalisation et désocialisation des heures supplémentaires, réintroduisant la farce du « travailler plus pour gagner plus » et visant à piller les caisses de sécurité sociale.

N'oublions pas que le gouvernement espagnol, suite à de longues mobilisations syndicales, vient d'annoncer une hausse de 22% du salaire minimum. Le chef du gouvernement a indiqué « un pays ne peut avoir de travailleurs pauvres ».

En ce qui concerne la France, la balle est dorénavant dans le camp gouvernemental et de ses principaux mandants, organisations patronales en tête.